



## PE : Intergroupe Services publics (SIG -SSIG)

L'intergroupe Services publics (SIG - SSIG) a tenu le 24 février 2010 sa première réunion de travail. L'ordre du jour portait sur l'application de l'article 14 TFEU.

De la courte intervention de la représentante de la Commission européenne (secrétariat général), qui a précisé que le nouveau Collège n'en avait pas encore débattu, on retiendra les éléments suivants : le président Barroso entend prendre la direction politique de ce sujet ; la Commission s'interroge sur le fait de savoir si les parties prenantes souhaitent vraiment des règlements qui sont la forme législative la plus contraignante car d'application directe, dans toute l'UE et sans délais ; l'article 14 ne prévoit pas de date butoir pour légiférer et pour la Commission cela ne peut être qu'à long terme ; et, comme à chaque fois, elle demande qu'on lui donne des exemples où la réglementation européenne existante a empêché un SIG de fonctionner.

On remarquera qu'après s'être retranchée pendant 12 ans derrière le fait qu'aucune base juridique dans le traité ne permettait de prendre une législation cadre sur les SIEG, il est inacceptable, aujourd'hui que cette base existe, que la Commission n'engage pas sans plus attendre le processus de proposition législative que prévoit le traité, dont elle est la gardienne. Sur la question des règlements, on peut rétorquer que le règlement sur les obligations de service public dans les transports, par exemple, ne pose pas de problème, même s'il comporte d'importants délais d'adaptation, et que la Commission sait prendre des décisions qui sont contraignantes. Enfin, la Commission élude la question qui est celle d'un cadre assurant la sécurité juridique des SIEG - et pourquoi ne pas l'appeler "de qualité", comme l'a proposé M. Barroso en septembre 2009 au Parlement européen -, au motif qu'elle n'aurait pas suffisamment de preuves de l'insécurité.

On peut craindre que la Commission fasse le choix de l'inaction, y compris sur le "cadre de qualité" annoncé par M. Barroso en septembre 2009 et la plus grande vigilance s'impose donc ; l'intergroupe devrait préparer rapidement des initiatives.

La prochaine réunion aura lieu le 24 mars à Bruxelles.

## Nouveaux équilibres institutionnels

♦ **La Commission européenne** : La nouvelle Commission, composée de 27 commissaires, a été approuvée par le Parlement européen à une écrasante majorité (488 voix pour, 137 contre et 72 abstentions) le 9 février 2010, elle est entrée en fonction le 10. Un examen rapide des lettres de mission adressées par le président de la Commissions aux nouveaux commissaires montre que la question des SIG n'est quasiment pas mentionnée. La lettre au commissaire en charge du marché intérieur ne fait aucune mention des services d'intérêt économique général et ne dit quasiment rien sur les partenariats public-privé alors qu'une proposition législative sur les concessions est en préparation dans les services. On notera, par ailleurs, que les aides d'Etat en matière d'énergie et de transport passent des transports à la concurrence, mais cet élargissement du portefeuille du commissaire à la concurrence, ne prévoit pas, en revanche, le renforcement de la cohérence de la politique de la concurrence avec les autres politiques de l'UE, ni les leçons à tirer de la crise ; le suivi du projet Galileo passe des transport aux entreprises ; le dossier "mieux légiférer" passe des entreprises au Secrétariat général.

## EP: Public Services Intergroup (SGI-SSGI)

On February 24, 2010 the Services Intergroup (SGI-SSGI) held its first working meeting. The agenda focused on the application of the Article 14 TFEU.

From the brief statement given by the representative of the European Commission (General Secretariat) who said that the new College had not yet discussed the matter, the following points are worth noting: President Barroso intends to assume the political leadership of this issue, the Commission is wondering whether stakeholders do really want to have regulations, which is the most constraining legislative form since it implies direct application throughout the EU without delay; Article 14 does not fix any a deadline to legislate and, as far as the Commission is concerned, this can only be on long term basis; and, as is always the case, the Commission is asking for examples where the existing EU rules have prevented a SGI from functioning properly.

It will be noted that after 12 years of being entrenched behind the fact that there was no legal basis in the Treaty which would have made it possible to set up a framework legislation on SGEI, it is no longer acceptable today, that such a basis exists, for the Commission not to launch, without further delay, the process for a legislative proposal as provided for by the Treaty, of which it is the guardian. On the issue of regulations, one can retort that the regulation on public service obligations in transport, for example, poses no problem, even though it involves significant adjustment periods and, that the Commission is capable of taking decisions that are binding. Finally, the Commission evades the question of a framework for the legal security of SGEI - and why not call it "quality", as proposed by Mr. Barroso in September 2009 at the European Parliament - on grounds that it does not have enough evidence of insecurity.

There may be concern that the Commission might choose not to act, including in the case of the "quality framework" announced by Mr Barroso in September 2009, thus greater alertness is necessary on this issue and the Intergroup should soon prepare initiatives.

The next meeting will be held on March 24<sup>th</sup> in Brussels.

## New institutional balance

♦ **The European Commission**: The new Commission consisting of 27 commissioners received the Parliament's formal by an overwhelming majority (488 votes for, 137 against and 72 abstentions) on 9<sup>th</sup> February 2010, and commenced office on the 10<sup>th</sup> February. A quick review of the mission letters addressed to new Commissioners by the President of the Commission shows that the issue of SGI is hardly mentioned. The letter to the Commissioner for Internal Market makes no reference to services of general economic interest and says virtually nothing about the public-private partnerships at the time when a legislative proposal on concessions is being prepared in services. Further, it will also be noted that State Aid for energy and transportation move from transport to competition, however, this broadening of portfolio for the competition commissioner, does not provide for greater consistency of competition policy with other EU policies, nor the lessons to be learned from the crisis; the monitoring of the Galileo project moves from transport to enterprises: the "better regulation" issue moves from enterprises to the General Secretariat.

♦ **Relations Parlement/Commission** : Le Parlement européen a adopté, le 9 février 2010, une résolution sur l'accord cadre révisé régissant ses relations avec la Commission européenne pour la législature 2009/2014. La résolution demande, notamment : l'égalité de traitement entre le Parlement et le Conseil ; un dialogue régulier sur les grandes questions horizontales et les principales propositions législatives entre le président de la Commission et le président du Parlement européen ; une suite concrète donnée à toutes les demandes d'initiative législative du Parlement dans un délai d'un an, ou alors que la Commission expose les raisons circonstanciées de son abstention ; une étroite coopération, à un stade initial, entre le Parlement et la Commission sur toutes les demandes d'initiative législative émanant de citoyens ; un certain nombre de mesures visant à rendre la Commission plus comptable de ses actes ; une association plus étroite du Parlement à chaque étape des négociations internationales. Cet accord devrait être adopté en séance plénière au printemps.

<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP/TEXT+TA+P7-TA-2010-0009+0+DOC+XML+V0//FR&language=FR>

♦ **Composition du Parlement européen** : En décembre 2008, le Conseil européen avait décidé que dix huit députés supplémentaires rejoindraient le Parlement européen pour rééquilibrer la représentation des Etats membres. Ce changement de la composition du Parlement implique de modifier le traité de Lisbonne. Deux options sont possibles, l'une plus légère, une Conférence intergouvernementale, l'autre plus lourde, une Convention. Le Conseil européen, qui est favorable à la première solution, a saisi le Parlement européen en ce sens.

---

## Aides d'Etat

♦ **Logement social néerlandais** : En 2005, la Commission, saisie de plaintes d'entreprises néerlandaises de construction immobilière, avait ouvert une enquête sur le système de logement social aux Pays-Bas. Après une longue négociation, la Commission a approuvé le 15 décembre 2009 les engagements de modifier le système de logement social pour « l'aligner sur les règles de l'UE relatives aux aides d'Etat ». Mme Neelie Kroes s'est félicité d'une solution qui "garantisse la fourniture d'un véritable service public de logements sociaux". "Pour favoriser la mixité et la cohésion sociales", 90% des habitations seront louées à un groupe cible prédéfini de personnes socialement moins favorisées ; les 10% restants pourront être attribués à d'autres groupes, mais sur la base de critères objectifs, comportant un élément de classement par ordre de priorité sociale. Les activités commerciales de logement, quant à elles, ne pourront bénéficier d'aides et interviendront sur le marché aux mêmes conditions que tous les opérateurs.

La Commission avance que "sa décision confirme sa politique de longue date selon laquelle les administrations nationales disposent d'une grande marge de manoeuvre pour définir les critères et conditions applicables aux logements sociaux et aux autres services d'intérêt économique général".

♦ **Services postaux** : En 2007, la Commission avait ouvert une enquête approfondie sur la garantie implicitement octroyée par la France à La Poste, considérant qu'elle bénéficiait d'une garantie implicite de l'Etat, illimitée, non rémunérée et non limitée aux activités de service postal universel du fait de son statut d'établissement public, lui conférant ainsi un avantage économique sur ses concurrents. Le 4 octobre 2006, la Commission avait recommandé à la France de supprimer la garantie. Par une décision du 26 janvier 2010, la Commission a clôturé son enquête car elle estime que la loi française qui transforme le statut de La Poste en société anonyme au 1er mars 2010, supprime *de facto* la garantie dont bénéficie La Poste et "constitue une mesure apte à éliminer l'aide d'Etat constatée".

♦ **Relationship Commission/Parliament**: On February 9, 2010 the European Parliament adopted a resolution on the revised framework agreement governing its relations with the European Commission for the 2009/2014 term. The resolution requires, in particular, that there be : equal treatment between the Parliament and the Council, a regular dialogue on major horizontal issues and key legislative proposals between the Commission President and President of the European Parliament and; a concrete follow-up to be given to all legislative initiative demands of the Parliament within a period of one year, or else the Commission presents detailed reasons for failing to do so; close cooperation at an early stage, between the Parliament and the Commission on all applications for legislative initiatives from citizens, a number of measures aimed to make the Commission more accountable for its actions: a closer involvement of the Parliament at every stage of international negotiations. This agreement is slated for adoption in the spring plenary session.

<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP/TEXT+TA+P7-TA-2010-0009+0+DOC+XML+V0//EN&language=EN>

♦ **Composition of the European Parliament**: In December 2008, the European Council had decided that eighteen additional members would join the European Parliament in order to establish a balance in the representation of Member States. This change in the composition of Parliament requires the amendment to the Treaty of Lisbon. Two options are possible, the first one, which is lighter, is by an Intergovernmental Conference, the heavier one is by a Convention. The European Council, which supports the first alternative, has asked the Parliament to that effect.

---

## State aid

♦ **Dutch social housing**: In 2005, the Commission having received complaints from Dutch building construction companies had opened an inquiry into the social housing system in the Netherlands. Following lengthy negotiations, on December 15, 2009 the Commission approved commitments aimed to change the social housing system in order to "align it to the EU rules on State Aid." Ms Neelie Kroes welcomed such a solution which would "guarantee the provision of a real public service for social housing." "In order to promote social mixing and cohesion", 90% of these homes will be leased to a predefined target group of socially disadvantaged people; and, the remaining 10% could be allocated to other groups, on the basis of some objective criteria, including an element of social priority ranking. The housing business, in turn, cannot receive aid and will have to go into the market under the same conditions as all other operators.

The Commission argues that "its decision confirms its longstanding policy under which national authorities have considerable leeway to define the criteria and conditions applicable to social housing and other services of general economic interest."

♦ **Postal services**: In 2007, the Commission had opened detailed investigation into the implied warranty granted by France to La Poste, considering that the latter enjoyed an implicit guarantee by the State, unlimited, free of charge and not limited to universal postal service activities because of its status as a public body, thus giving it an economic advantage over its competitors. On October 4, 2006, the Commission had recommended that France remove the guarantee. In a decision dated January 26, 2010, the Commission closed its investigation because it believes that the French law that transforms the status of La Poste into a public limited company on 1 March 2010, effectively suppresses the guarantee granted to La Poste and "constitutes a measure apt to eliminate the observed State Aid".